



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
cedex
31776 Colomiers

Colomiers, le 17/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SANDOZ BIOLOGICS FRANCE

195 RTE D ESPAGNE
31036 TOULOUSE CEDEX 1
31100 Toulouse

Références : 2026/ 237
Code AIOT : 0100001340

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/03/2026 dans l'établissement SANDOZ BIOLOGICS FRANCE implanté 195 RTE D ESPAGNE 31036 TOULOUSE CEDEX 1 31100 Toulouse. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'un arrêté préfectoral de mise en demeure du 13 octobre 2025. Pour rappel, les activités du site ont démarré en 2025 par notamment de travaux de qualification des différents procédés, pour une mise en exploitation du site prévue en 2026. Au 1er trimestre, le laboratoire de développement s'est déployé pour le suivi des phases de tests de production.

Le 29 juillet 2025 lors de ces tests, une fin de lot de 2700 l, soit moins de 3 m³, a été rejetée via le

réseau public des eaux usées sur une courte durée. Alerté par la couleur des eaux contenues dans la cuve de neutralisation, l'exploitant a immédiatement confiné le volume restant et a suspendu les rejets vers la station d'épuration de Ginestous. Des échantillons sont alors prélevés en interne et envoyés vers un laboratoire externe pour analyse.

L'inspection des installations classées est informée le 28 août 2025, soit près d'un mois après la survenue de l'incident. L'APMD est justifié par l'absence d'information dans les meilleurs délais conformément à l'article R.512-69 du Code de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SANDOZ BIOLOGICS FRANCE
- 195 RTE D ESPAGNE 31036 TOULOUSE CEDEX 1 31100 Toulouse
- Code AIOT : 0100001340
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Sandoz Biologics France (ex Just-Evotec Biologics EU) a implanté à Toulouse, fin septembre 2024, une nouvelle usine destinée à fabriquer des anticorps et des produits thérapeutiques qui seront ensuite commercialisés aux acteurs de l'industrie pharmaceutique et biotechnologique.

La mise en exploitation de ce site, autorisé par arrêté préfectoral du 24 août 2022, est prévue au second semestre 2026.

Contexte de l'inspection :

- Accident
- Suite à sanction

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Prélèvements et consommations d'eau	Arrêté Préfectoral du 24/08/2022, article Art. 3.1.1 :	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 13/10/2025, article Art. 1	Levée de mise en demeure
2	Le transfert de l'autorisation environnement	Code de l'environnement du 18/03/2026, article Article R181-47	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	ale		
4	Conception des installations	Arrêté Préfectoral du 24/08/2022, article Art. 6.1.9.	Sans objet
5	Installations de traitement/ prétraitement des effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 24/08/2022, article Art. 3.2.3.1.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dès la survenue de l'incident du 29 juillet 2025, l'exploitant s'est rapproché des services de Eau de Toulouse Métropole et a entamé une expertise recherchant ainsi, à mieux appréhender ce qui s'est produit avant et après ce rejet. Des mesures d'urgence ont été mises en place en confinant ces rejets, en les analysant et en les évacuant par camions citernes vers une filière de traitement externe.

Une analyse des causes a mis en exergue l'absence d'une défaillance humaine, le rejet d'un effluent organique très chargé et l'inefficacité du système de neutralisation qui ne mesurait que le pH et la température.

Par ailleurs, les actions à moyen et à long termes se précisent avec un calendrier prévisionnel pour les 2 actions qui seront livrées respectivement l'été 2026 et mi 2027. Le jour de l'inspection, l'exploitant a sélectionné :

- 1 bureau d'étude pour implémenter la cuve de stockage permettant de réduire la fréquence de pompage des effluents par les camions-citernes pour l'évacuation vers la filière de traitement externes,
- 2 bureaux d'étude pour étudier le dimensionnement du système additionnel adossé au système existant pour concevoir un traitement pérenne.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/10/2025, article Art. 1
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en demeure
Prescription contrôlée : La société JUST EVOTEC BIOLOGICS EU est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite à Toulouse, de fournir sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté : 1. Un rapport d'analyse approfondie de l'évènement analysant les causes, 2. Des propositions d'actions, sur la base du retour d'expérience, visant à éviter qu'un incident similaire ne se reproduise.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le 16 décembre 2025, un rapport détaillant l'analyse des causes et un plan d'actions correctives visant à éviter qu'un tel événement ne se reproduise. L'analyse des causes conclue (1) l'absence de causes humaines, (2) d'une surcharge organique dans les effluents, (3) d'un système de neutralisation ne mesurant que le pH et la température et (4) des interférences analytiques possibles sur la mesure du cyanure.</p> <p>Par ailleurs, ce rapport fait état notamment (1) de mesures de ségrégation des effluents, en isolant ceux qui sont les plus chargés pour les évacuer par camions citernes vers les filières de traitements externes et (2) un renforcement du contrôle des rejets via des analyses par préleveur. Sur le moyen terme, l'exploitant étudie des solutions de mesures en ligne, le dimensionnement du système existant et des options techniques assurant durablement le traitement des effluents. Le jour de l'inspection, l'exploitant fait état de l'avancement du plan d'actions notamment</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. à moyen terme : l'exploitant a consulté et sélectionné un bureau d'étude spécialisé. Une solution est étudiée pour implémenter une cuve de stockage des effluents d'un volume maximal de 70m³ ainsi que le réseau de tuyauteries associées. La mise en place de la cuve de 70 m³ est prévue pour l'été 2026. En effet, cette solution permet d'optimiser la rotations des camions citernes pour évacuer les effluents les plus chargés vers les filières de traitement extérieures. Depuis la mise en place de cette évacuation, 1 ou 2 camions citernes sont utilisés par jour. 2. à long terme : l'exploitant a consulté et sélectionné deux bureaux d'étude spécialisés en étude et conception, pour dimensionner le système existant et analyser les options technique en vue de se doter d'une solution perenne de traitement des effluents. Par ailleurs, l'exploitant indique avoir effectuer un Benchmark de solutions et retours d'expérience sur des industriels biotech similaire à l'exploitation. La mise en œuvre de la solution retenue est prévue à mi-2027 <p>L'exploitant précise qu'il adresse régulièrement un rapport d'analyse à Toulouse Métropole. Il indique par ailleurs que les analyses ne révèlent plus de cyanure, ce qui est conforme à l'absence de cet élément dans les produits chimiques utilisés sur le site. La détection initiale semble donc être un faux positif, vraisemblablement dû à une interférence liée à la méthode analytique utilisée par le laboratoire d'analyse.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre les solutions de traitement dès que celles ci sont retenues ainsi que l'échéancier pour leurs mises en œuvre.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 2 : Le transfert de l'autorisation environnementale

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 18/03/2026, article Article R181-47
Thème(s) : Situation administrative, Transfert de l'autorisation environnementale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au</p>

préfet par le nouveau bénéficiaire, à l'exception du transfert de l'autorisation accordée aux installations mentionnées à l'article R. 516-1 qui est soumis à autorisation, dans les conditions prévues par cet article.

II. - Cette déclaration est faite dans les trois mois qui suivent ce transfert. Elle mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Le préfet en accuse réception dans un délai d'un mois.

Constats :

A la demande de l'inspection des installations classées concernant le transfert de l'autorisation environnementale au groupe Sandoz, l'exploitant indique que le capital de la société JUST-EVOTEC BIOLOGICS EU a été cédé au groupe Sandoz depuis décembre 2025 et que la dénomination sociale de l'entreprise a été modifiée en Sandoz Biologics France le 02 mars 2026. Le numéro SIRET de l'établissement reste inchangé.

Le 20 mars 2026, l'exploitant a transmis un courrier au préfet informant de l'évolution de l'établissement Just Evotec Biologics en Sandoz Biologics France.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prélèvements et consommations d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/08/2022, article Art. 3.1.1 :

Thème(s) : Risques accidentels, Origine des approvisionnements en eau

Prescription contrôlée :

a. Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Coordonnées du point de prélèvement En Lambert 93	Prélèvement maximal Annuel (m3/an)
Réseau d'eau public	Toulouse		24 000

b. Aucun prélèvement d'eau en nappe (absence de puits ou forages) ou dans un cours d'eau n'est autorisé pour assurer les besoins d'approvisionnement et de fonctionnement de l'activité. [...]

Constats :

L'exploitant signale que la consommation en eau pour l'année 2025 est de 23 527 m3 pour les test concernant 3 lots. En revanche, en raison d'augmentations des 9 lots de production pour 2026, cette consommation en eau, dépasserait les quantités autorisées et atteindrait 45 000 m³.

<p>L'inspection des installations classées demande si un travail de projection stabilisée sur la consommation en eaux dans le process de production a été réalisé, et demande de transmettre d'ores et déjà un courrier au préfet informant de ce dépassement pour 2026. Elle rappelle, qu'une fois les quantités de consommation d'eau connues et stabilisées, un porter à connaissance devra être envoyé au préfet en mettant à jour l'étude d'impact et justifiant cette augmentation de consommation, et qu'un arrêté préfectoral complémentaire modifiant la consommation annuelle en eau pourra alors être proposé par l'inspection.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection des installations classées rappelle, que même dans la mesure où l'exploitation serait exemptée des restrictions, édictées par l'arrêté ministériel de juin 2023 modifié relatif à la sécheresse, il sera demandé à l'exploitant de mettre en place des actions de sensibilisation à l'utilisation et des actions d'optimisation de cette ressource.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. informer par courrier l'inspection des installations classées de la consommation de la ressource en eau au titre de l'année 2026 2. transmettre un porter à connaissance (PAC) de la future consommation de la ressource en eau avant la mise en exploitation du site, et justifier de la compatibilité de cette augmentation au regard de l'arrêté ministériel du 04 novembre 2024 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations du secteur de la chimie (Notamment au regard du point 2.5.1. Consommation d'eau et production d'effluents aqueux de l'annexe I).
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Conception des installations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/08/2022, article Art. 6.1.9.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de rétention et de confinement des déversements</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions fixées à la section Section IV Dispositions relatives à la limitation des conséquences de pertes de confinement de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sont complétées par les suivantes : [...] d. Un contrôle visuel et un entretien des capacités de rétention sont réalisés annuellement afin de s'assurer de leur intégrité tout au long de leur durée de vie (absence de joncs, boues, déchirures...). Le résultat de ces contrôles et actions menées le cas échéant est tracé sur le registre de sécurité.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant signale que compte tenu de la configuration de la rétention, il ne sera pas en capacité d'assurer un contrôle visuel. Cette rétention, dotée d'une membrane d'étanchéité, est couverte de terre et de végétation.</p> <p>L'exploitant propose de substituer le contrôle visuel par une technique dite ELL (electrical leak location). Cette technique applique une tension et mesure le courant électrique traversant d'éventuelles fuites dans les membranes.</p> <p>L'inspection des installations classées précise que cette surveillance paraît adaptée en terme de méthode de substitution.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le premier rapport de contrôle d'étanchéité réalisé tout en justifiant le choix de cette technique.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Installations de traitement/ prétraitement des effluents aqueux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/08/2022, article Art. 3.2.3.1.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Réseaux de collecte</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux usées industrielles regroupent deux réseaux de collecte au sein de l'usine : [...]</p> <p>b. le réseau de collecte des biodéchets liquides. Ces biodéchets sont collectés dans un réservoir de stockage tampon dédié aux biodéchets.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique étudier la possibilité d'un remplacement de la cuve de 30 m³ par une cuve de 70 m³, et ce, dans l'attente d'une solution pérenne du traitement des effluents du site (Voir Constat N°1). Selon l'exploitant, cela permettra d'optimiser le nombre de rotation des camions citernes évacuant les effluents vers la filière de traitement externe.</p> <p>L'inspection des installations classées rappelle que compte tenu du risque, il y a lieu de se conformer à l'article 25 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010.</p> <p>L'exploitant indique qu'il étudie les différentes options techniques dont une cuve à double paroi, avec un système de rétention.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. les résultats de l'étude et du choix retenue, 2. la caractérisation des effluents dès la mise en exploitation de l'établissement.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>